

## Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2019





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -77,338 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2019 s'élève à -77,338 Md€ contre -70,991 Md€ à fin juin 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,347 Md€) s'explique par une hausse

des dépenses nettes de 2,922 Md€, une baisse des recettes nettes de 5,098 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,674 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 174,173 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,936 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,801 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,875 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,160 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,813 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,626 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,502 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,357 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,068 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2019 s'élèvent à 174,173 Md€ contre 171,251 Md€ à fin juin 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,922 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 2,514 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse des versements au titre de la prime d'activité pour 2,123 Md€), des dépenses de personnel pour

► **Mission Travail et emploi** : 2,458 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,671 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,731 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,970 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,648 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,849 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,974 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,799 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,526 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

0,721 Md€ (hausse prévue en LFI 2019) et des charges de la dette de l'Etat pour 0,499 Md€.

Cette hausse est partiellement compensée par la baisse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 1,204 Md€, en raison d'un décalage calendaire dans le versement des subventions pour charge de service public, au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 113,563 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 9,023 Md€ ;

► **IS net** : 7,093 Md€ ;

► **IR net** : 6,763 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 4,285 Md€, dont 3,524 Md€ de « Produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières » (principalement au titre du dividende de la Banque de France) et 0,761 Md€ de « Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers » ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,903 Md€, dont 1,779 Md€ de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » et 0,692 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,628 Md€, dont 1,175 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,651 Md€ d'autres taxes intérieures (notamment au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,055 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,046 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,132 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -4,425 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 135,188 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2019 s'élèvent à 135,188 Md€ contre 139,692 Md€ à fin juin 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,504 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de 13,493 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier d'encaissement des recettes et du versement des crédits et réductions d'impôt pour 5,533 Md€ (afin de préserver la

trésorerie des contribuables).

Cette baisse est partiellement compensée par une hausse des recettes de TVA nette pour 3,384 Md€, des recettes d'autres impôts directs et taxes assimilées pour 0,815 Md€ (essentiellement au titre des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes), ainsi que des recettes d'IS net pour 0,961 Md€.

## Recettes non fiscales : 7,500 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2019 s'élèvent à 7,500 Md€ contre 6,209 Md€ à fin juin 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,291 Md€) s'explique par les

produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse de 0,894 Md€, en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -30,212 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2019 s'élèvent à -30,212 Md€ contre -28,321 Md€ à fin juin 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,891 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,277 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -16,728 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,673 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 13,839 Md€ (essentiellement au titre des acomptes de CVAE et de CFE, ainsi que des mensualisations de TF et de TH) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (principalement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,600 Md€ (fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2019 s'élève à -16,728 Md€ contre -18,402 Md€ à fin juin 2018. Cette évolution (+1,674 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des

comptes d'affectation spéciale de 1,417 Md€ (notamment le solde du compte « Participations financières de l'Etat » pour 0,729 Md€).

## Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 1 820,053 Md€

La dette financière est en augmentation de 56,636 Md€ depuis le début de l'année 2019. Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 60,066 Md€). Les montants nets des BTM ont diminué de 3,363 Md€.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	Jun	2019	2018 retraité		2018 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>6 560</b>	<b>-77 338</b>	-70 991	-58 865	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R&amp;D)</b>	<b>26 038</b>	<b>174 173</b>	171 251	171 577	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R&amp;D)</b>	<b>26 824</b>	<b>113 563</b>	118 661	131 113	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 763	32 369	45 862	45 862	
- IS *	7 093	11 847	10 886	10 886	
- TVA	9 023	64 932	61 548	76 300	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>5 774</b>	<b>-16 728</b>	-18 402	-18 402	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>4 905</b>	<b>123 857</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>20 276</b>	<b>1 820 053</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2019	2018 retraité	2018 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 980	66 401	65 680	65 690
Dépenses de fonctionnement	2 995	26 381	27 585	27 764
Charges de la dette de l'Etat	322	20 648	20 149	20 149
Dépenses d'investissement	635	6 206	5 827	5 827
Dépenses d'intervention	11 057	52 651	50 137	50 275
Dépenses d'opérations financières	49	894	882	882
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>26 038</b>	<b>174 173</b>	<b>171 251</b>	<b>171 577</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	29 058	135 188	139 692	151 787
Recettes non fiscales	4 780	7 500	6 209	6 570
Prélèvements sur recettes	-7 178	-30 212	-28 321	-28 324
Fonds de concours	163	1 086	1 081	1 081
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>26 824</b>	<b>113 563</b>	<b>118 661</b>	<b>131 113</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>34 002</b>	<b>143 774</b>	<b>146 982</b>	<b>159 438</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>785</b>	<b>-60 610</b>	<b>-52 590</b>	<b>-40 464</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	614	5 158	3 741	3 741
Solde des comptes de concours financiers	5 165	-22 401	-22 453	-22 453
Solde des comptes de commerce	-30	487	297	297
Solde des comptes d'opérations monétaires	26	-263	1 692	1 692
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>5 774</b>	<b>-16 728</b>	<b>-18 402</b>	<b>-18 402</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>6 560</b>	<b>-77 338</b>	<b>-70 991</b>	<b>-58 865</b>



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2019	2018 retraité	2018 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 980</b>	<b>66 401</b>	<b>65 680</b>	<b>65 690</b>
Rémunérations d'activité	6 443	38 097	37 512	37 516
Cotisations et contributions sociales	4 475	27 928	27 767	27 773
Prestations sociales et allocations diverses	62	376	401	401
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>15 058</b>	<b>107 772</b>	<b>105 571</b>	<b>105 888</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 995</b>	<b>26 381</b>	<b>27 585</b>	<b>27 764</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 835	11 563	11 888	12 203
Subventions pour charges de service public	1 160	14 818	15 697	15 561
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>322</b>	<b>20 648</b>	<b>20 149</b>	<b>20 149</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	322	20 648	20 149	20 149
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>635</b>	<b>6 206</b>	<b>5 827</b>	<b>5 827</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	490	4 606	4 438	4 438
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	145	1 600	1 389	1 389
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>11 057</b>	<b>52 651</b>	<b>50 137</b>	<b>50 275</b>
Transferts aux ménages	5 765	28 958	25 954	25 963
Transferts aux entreprises	2 273	8 186	8 484	8 637
Transferts aux collectivités territoriales	784	4 386	4 504	4 414
Transferts aux autres collectivités	2 234	11 106	11 180	11 246
Appels en garantie	0	15	15	15
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>49</b>	<b>894</b>	<b>882</b>	<b>882</b>
Prêts et avances	0	118	46	46
Dotations en fonds propres	38	209	267	267
Dépenses de participations financières	12	567	569	569
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>26 038</b>	<b>174 173</b>	<b>171 251</b>	<b>171 577</b>





unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2019		Cumul à fin juin 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>1</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	0	3	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	4	0	8	12	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat <sup>(1)</sup>	1	0	3	2	1
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>163</b>	<b>147</b>	<b>1 504</b>	<b>1 332</b>	<b>1 471</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	94	93	843	760	865
Diplomatie culturelle et d'influence	48	35	471	395	416
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	189	178	191
Présidence française du G7	0	0	1	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>241</b>	<b>259</b>	<b>1 394</b>	<b>1 366</b>	<b>1 347</b>
Administration territoriale	138	136	823	796	802
Vie politique, culturelle et associative	6	11	103	87	93
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	97	112	468	483	452
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>131</b>	<b>170</b>	<b>1 489</b>	<b>1 289</b>	<b>1 304</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	38	68	926	751	756
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	52	259	241	250
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	50	304	296	298
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>118</b>	<b>119</b>	<b>2 284</b>	<b>1 544</b>	<b>1 586</b>
Aide économique et financière au développement	0	20	808	665	698
Solidarité à l'égard des pays en développement	118	98	1 476	879	888
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>8</b>	<b>53</b>	<b>1 841</b>	<b>1 687</b>	<b>1 798</b>
Liens entre la Nation et son armée	4	2	24	14	17
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	35	1 741	1 612	1 727
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	15	76	61	54
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>408</b>	<b>1 970</b>	<b>14 496</b>	<b>9 487</b>	<b>9 966</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	241	169	999	813	742
Aide à l'accès au logement	0	1 648	13 026	8 241	8 786
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	59	25	166	172	180
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	44	26	54	77	62
Interventions territoriales de l'Etat	0	4	13	24	15
Politique de la ville	63	98	238	160	182
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>55</b>	<b>53</b>	<b>363</b>	<b>345</b>	<b>335</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	36	33	203	196	188
Conseil économique, social et environnemental	2	2	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	118	107	106
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	5
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>324</b>	<b>303</b>	<b>1 869</b>	<b>1 240</b>	<b>1 246</b>
Patrimoines	124	122	727	368	371
Création	81	76	532	340	352
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	119	105	610	532	523
<b>DEFENSE</b>	<b>5 235</b>	<b>3 160</b>	<b>26 406</b>	<b>23 084</b>	<b>22 100</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	59	163	831	800	714
Préparation et emploi des forces	1 161	626	7 708	4 403	4 324
Soutien de la politique de la défense	1 738	1 813	11 690	11 622	11 705
Equiperment des forces	2 276	558	6 177	6 259	5 357
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>103</b>	<b>114</b>	<b>614</b>	<b>577</b>	<b>491</b>
Coordination du travail gouvernemental	57	63	313	282	225
Protection des droits et libertés	5	5	58	56	43
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	40	46	243	239	222



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2019		Cumul à fin juin 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>615</b>	<b>967</b>	<b>10 165</b>	<b>7 059</b>	<b>6 960</b>
Infrastructures et services de transports	255	333	3 231	2 097	2 669
Affaires maritimes	17	24	110	82	54
Paysages, eau et biodiversité	13	17	84	65	67
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	3	4	450	250	245
Prévention des risques	12	17	657	385	387
Energie, climat et après-mines	86	83	878	729	270
Service public de l'énergie	0	256	3 170	1 885	1 699
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	229	233	1 586	1 566	1 570
<b>ECONOMIE</b>	<b>93</b>	<b>140</b>	<b>983</b>	<b>911</b>	<b>977</b>
Développement des entreprises et régulations	40	92	419	361	427
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	39	36	234	230	229
Stratégie économique et fiscale	13	13	329	320	320
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>328</b>	<b>323</b>	<b>20 705</b>	<b>20 780</b>	<b>20 319</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	322	322	20 648	20 648	20 149
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	16	15	15
Epargne	6	0	42	36	76
Dotation du Mécanisme européen de stabilité <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 046</b>	<b>5 936</b>	<b>37 717</b>	<b>37 315</b>	<b>36 935</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 870	1 875	11 243	11 239	10 973
Enseignement scolaire public du second degré	2 801	2 801	16 805	16 783	16 642
Vie de l'élève	369	330	3 477	3 383	3 398
Enseignement privé du premier et du second degrés	751	671	4 251	4 119	4 138
Soutien de la politique de l'éducation nationale	171	165	1 171	1 025	1 023
Enseignement technique agricole	84	95	769	765	760
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>875</b>	<b>887</b>	<b>5 333</b>	<b>5 156</b>	<b>5 208</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	673	673	3 890	3 852	3 917
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	74	69	508	448	447
Facilitation et sécurisation des échanges	124	122	773	744	735
Fonction publique	3	23	162	113	109
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>310</b>	<b>223</b>	<b>991</b>	<b>804</b>	<b>694</b>
Immigration et asile	216	207	776	691	551
Intégration et accès à la nationalité française	94	16	215	114	143
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>999</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	0	0	313	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	339	680
<b>JUSTICE</b>	<b>508</b>	<b>674</b>	<b>4 553</b>	<b>4 404</b>	<b>4 248</b>
Justice judiciaire	260	270	1 771	1 727	1 738
Administration pénitentiaire	156	292	1 662	1 719	1 598
Protection judiciaire de la jeunesse	55	66	488	403	392
Accès au droit et à la justice	6	8	370	369	338
Conduite et pilotage de la politique de la justice	31	39	259	184	179
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>21</b>	<b>87</b>	<b>442</b>	<b>341</b>	<b>336</b>
Presse et médias	19	20	188	177	168
Livre et industries culturelles	2	67	255	165	168
<b>OUTRE-MER</b>	<b>72</b>	<b>661</b>	<b>1 899</b>	<b>1 485</b>	<b>1 423</b>
Emploi outre-mer	18	629	1 618	1 305	1 175
Conditions de vie outre-mer	54	33	281	180	248



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2019		Cumul à fin juin 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>992</b>
Présidence de la République		0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>550</b>	<b>1 526</b>	<b>24 765</b>	<b>14 683</b>	<b>15 309</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	83	97	12 955	6 662	6 595
Vie étudiante	3	152	1 707	1 539	1 570
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	83	415	5 911	3 438	4 416
Recherche spatiale	0	472	1 768	1 335	1 175
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	210	231	1 386	1 026	830
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	146	135	564	401	445
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	58	63
Recherche culturelle et culture scientifique	3	2	104	37	34
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	23	200	187	182
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>519</b>	<b>5 705</b>	<b>3 509</b>	<b>3 545</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	338	3 750	2 311	2 327
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	421	426
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 207	776	792
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>608</b>	<b>360</b>	<b>2 268</b>	<b>1 987</b>	<b>2 112</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	601	356	2 114	1 831	1 936
Concours spécifiques et administration	8	4	153	156	176
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>11 979</b>	<b>12 096</b>	<b>64 962</b>	<b>64 944</b>	<b>61 000</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	11 664	11 781	62 323	62 305	58 181
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	315	315	2 639	2 638	2 819
<b>SANTE</b>	<b>53</b>	<b>399</b>	<b>1 285</b>	<b>944</b>	<b>882</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	5	372	205	183
Protection maladie	48	394	913	740	699
<b>SECURITES</b>	<b>1 742</b>	<b>1 849</b>	<b>10 723</b>	<b>10 287</b>	<b>9 987</b>
Police nationale	952	974	5 563	5 443	5 237
Gendarmerie nationale	761	799	4 906	4 556	4 475
Sécurité et éducation routières	3	3	20	14	11
Sécurité civile	26	73	233	275	265
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>103</b>	<b>2 502</b>	<b>21 758</b>	<b>12 892</b>	<b>10 281</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	29	1 068	9 188	5 208	3 050
Handicap et dépendance	0	1 357	11 556	6 947	6 495
Egalité entre les femmes et les hommes	3	4	12	10	11
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	71	74	1 002	727	725
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>16</b>	<b>179</b>	<b>971</b>	<b>607</b>	<b>490</b>
Sport	8	39	201	160	147
Jeunesse et vie associative	8	140	540	404	311
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	43	31
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 470</b>	<b>2 458</b>	<b>9 292</b>	<b>7 226</b>	<b>7 810</b>
Accès et retour à l'emploi	573	731	3 854	3 318	3 722
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	842	1 671	5 058	3 529	3 699
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	36	52	53
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	54	344	327	336
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>32 181</b>	<b>38 134</b>	<b>277 780</b>	<b>239 116</b>	<b>232 155</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>20 202</b>	<b>26 038</b>	<b>212 818</b>	<b>174 173</b>	<b>171 155</b>

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>6 901</b>	<b>38 777</b>	<b>46 741</b>	<b>46 741</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>202</b>	<b>1 027</b>	<b>922</b>	<b>922</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>13 623</b>	<b>33 655</b>	<b>33 435</b>	<b>33 435</b>
Impôt sur les sociétés	13 316	32 921	32 736	32 736
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	307	734	698	698
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>2 903</b>	<b>7 764</b>	<b>6 949</b>	<b>4 329</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	65	439	451	451
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 779	3 077	2 044	2 044
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	48	338	381	381
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	13	139	126	126
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	8	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	4	20	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	8	20	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	57	40	40
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	169	171	180	180
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2
Prélèvements de solidarité	692	3 176	3 002	518
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	3	3
Recettes diverses	119	317	698	562
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 055</b>	<b>5 398</b>	<b>5 187</b>	<b>5 263</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 842</b>	<b>95 638</b>	<b>89 585</b>	<b>104 337</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 628</b>	<b>17 871</b>	<b>17 872</b>	<b>17 758</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	76	255	271	271
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	92	75	75
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	6	8	8



	Mois		Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		226	1 368	1 199	1 199
Mutations à titre gratuit par décès		949	5 453	6 220	6 220
Contribution de sécurité immobilière		61	367	358	358
Autres conventions et actes civils		33	212	239	239
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		53	268	241	241
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		16	98	23	73
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		14	88	104	104
Timbre unique		31	148	122	122
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		651	5 784	5 356	5 356
Autres droits et recettes accessoires		0	3	12	12
Amendes et confiscations		9	28	20	20
Taxe générale sur les activités polluantes		37	309	270	270
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	91	88	88
Autres droits et recettes à différents titres		0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		2	25	23	23
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	26	26	26
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	22	23	23
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	24	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		172	1 056	1 052	1 052
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		72	375	355	355
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		30	188	205	205
Prélèvement sur les paris sportifs		40	263	204	204
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		5	32	33	33
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		93	523	558	423
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		38	190	187	159
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>41 154</b>	<b>200 131</b>	<b>200 692</b>	<b>212 786</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>		<b>29 058</b>	<b>135 188</b>	<b>139 692</b>	<b>151 787</b>



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2019	2018 retraité	2018 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>4 285</b>	<b>4 845</b>	<b>3 919</b>	<b>3 919</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 524	3 531	2 637	2 637
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	351	351
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	761	1 297	932	932
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>172</b>	<b>439</b>	<b>172</b>	<b>613</b>
Revenus du domaine public non militaire	12	80	102	102
Autres revenus du domaine public	0	2	4	4
Revenus du domaine privé	155	212	40	40
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	93	89	89
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	47	-71	370
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	4	7	7
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>107</b>	<b>608</b>	<b>604</b>	<b>524</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	149	140	140
Autres frais d'assiette et de recouvrement	70	452	452	372
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	1	1
Autres recettes diverses	1	2	8	8
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>38</b>	<b>229</b>	<b>156</b>	<b>156</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	35	37	37
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	4	28	23	23
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	29	108	83	83
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	56	10	10



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.	Juin			
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>9</b>	<b>614</b>	<b>657</b>	<b>657</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	199	128	128
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	112	16	16
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	4	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	6	242	450	450
Frais de poursuite	1	6	5	5
Frais de justice et d'instance	1	5	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>169</b>	<b>765</b>	<b>700</b>	<b>700</b>
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	100	131	131
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	95	96	96
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	89	104	12	12
Recouvrements après admission en non-valeur	11	60	64	64
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	15	24	24
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	16	12	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	200	167	167
Produits divers	1	22	46	46
Autres produits divers	21	102	125	125
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>4 780</b>	<b>7 500</b>	<b>6 209</b>	<b>6 570</b>



	Mois	Cumul à fin juin		
	Junin	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-5 132</b>	<b>-17 710</b>	<b>-18 096</b>	<b>-18 099</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 425	-14 608	-14 719	-14 723
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-299	-1 377	-1 271	-1 271
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-121	-125	-52	-52
<b>Dotations</b> élu local	0	0	-33	-33
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-30	-30
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-249	-1 515	-1 548	-1 548
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-29	-29	-30	-30
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-54	-50	-50
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-273	-273
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-87	-87
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 046</b>	<b>-12 502</b>	<b>-10 225</b>	<b>-10 225</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-7 178</b>	<b>-30 212</b>	<b>-28 321</b>	<b>-28 324</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	154	972	975	975
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	9	114	107	107
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>163</b>	<b>1 086</b>	<b>1 081</b>	<b>1 081</b>





unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 685</b>	<b>6 299</b>	<b>33 178</b>	<b>35 414</b>	<b>38 336</b>	<b>39 155</b>	<b>5 158</b>	<b>3 741</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	9	46	174	213	247	271	73	58
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	35	132	154	668	761	813	606	145
Développement agricole et rural	5	4	8	16	117	111	109	95
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	12	32	157	135	189	188	33	53
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	114	0	0	1 604	1 648	1 604	1 647
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	34	413	131	145	574	164	442	19
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	117	0	0	117	148	117	148
Participations financières de l'Etat	276	160	462	1 659	247	715	-215	-944
Pensions	4 756	4 682	28 709	28 412	30 253	30 367	1 544	1 955
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	351	117	407	117	56
Transition énergétique	560	600	3 382	3 814	4 110	4 323	728	509
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 037</b>	<b>14 202</b>	<b>55 792</b>	<b>61 789</b>	<b>33 391</b>	<b>39 336</b>	<b>-22 401</b>	<b>-22 453</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	200	1 531	8 125	910	6 909	-621	-1 216
Avances à l'audiovisuel public	322	148	1 930	1 947	1 081	1 169	-848	-778
Avances aux collectivités territoriales	8 673	13 839	52 112	50 774	31 231	31 076	-20 881	-19 698
Prêts à des Etats étrangers	6	15	92	906	168	175	76	-731
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	36	0	127	36	0	6	-127	-30
<b>Comptes de commerce</b>	<b>524</b>	<b>495</b>	<b>23 014</b>	<b>22 562</b>	<b>23 501</b>	<b>22 858</b>	<b>487</b>	<b>297</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	73	25	356	280	354	318	-1	38
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	14	81	80	82	79	2	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	-32	-96	567	644	567	644	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	18	169	129	282	295	113	166
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	418	420	21 621	21 192	21 618	21 192	-3	0
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés <sup>(1)</sup>	0	0	1	1	0	0	-1	-1
Opérations commerciales des domaines	3	10	24	22	36	30	11	8
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	12	12	8	11	-4	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	0	102	183	202	554	289	371	87
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>42</b>	<b>68</b>	<b>1 178</b>	<b>453</b>	<b>915</b>	<b>2 145</b>	<b>-263</b>	<b>1 692</b>
Emission des monnaies métalliques	6	31	73	88	100	98	28	10
Opérations avec le Fonds Monétaire International	36	36	1 103	365	812	2 044	-291	1 679
Pertes et bénéfices de change	0	0	2	0	2	3	0	3
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>15 288</b>	<b>21 063</b>	<b>113 162</b>	<b>120 218</b>	<b>96 143</b>	<b>103 495</b>	<b>-17 019</b>	<b>-16 722</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 252</b>	<b>21 027</b>	<b>112 058</b>	<b>119 852</b>	<b>95 331</b>	<b>101 451</b>	<b>-16 728</b>	<b>-18 402</b>

(1) Changement de libellé en LFI 2019



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2019
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	<b>Organismes à caractère financier</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	367	123	490
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	-30	-20
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	418	-100	318
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>796</b>	<b>-7</b>	<b>789</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	2 502	161	2 663
		Départements	7 206	-326	6 880
		Communes	25 649	-1 646	24 003
		HLM	310	-57	253
		Autres	25 278	-1 613	23 665
		<b>Total CEPL</b>	<b>60 944</b>	<b>-3 481</b>	<b>57 463</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 179</b>	<b>489</b>	<b>5 667</b>
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	3 187	15 073
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	2 492	7 954
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	-201	3 414
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	-75	1 243
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>22 282</b>	<b>5 403</b>	<b>27 684</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>12 362</b>	<b>1 577</b>	<b>13 940</b>	
	<b>Union européenne</b>	<b>2 143</b>	<b>1 193</b>	<b>3 336</b>	
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>9 788</b>	<b>903</b>	<b>10 691</b>	
	Fonds et Fondations	52	15	67	
	GIP	777	169	946	
	EPL	2 523	731	3 254	
	Autres correspondants	9 788	903	10 691	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 187</b>	<b>1 772</b>	<b>14 959</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>116 892</b>	<b>6 945</b>	<b>123 837</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	22	-2	20	
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	0	0	0	
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>22</b>	<b>-2</b>	<b>20</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>116 914</b>	<b>6 944</b>	<b>123 858</b>	
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		0	0	0	
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>116 913</b>	<b>6 944</b>	<b>123 857</b>	



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2019
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 756 420</b>	<b>56 703</b>	<b>1 813 123</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 643 520</b>	<b>60 066</b>	<b>1 703 586</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	60 066	1 703 586
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	51 115	1 475 014
- <i>taux variable</i>	194 761	8 631	203 392
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>112 900</b>	<b>-3 363</b>	<b>109 537</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-3 363	109 537
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 998</b>	<b>-67</b>	<b>6 931</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 763 417</b>	<b>56 636</b>	<b>1 820 053</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.